

Produit intérieur brut

4





Qu'est-ce que le produit intérieur brut régional?

Le développement économique d'une région est en règle générale exprimé par le produit intérieur brut (PIB). Les comparaisons entre régions sont également rapportées à cet indicateur. Mais que signifie-t-il précisément? Et comment est-il possible de comparer des régions dont la taille et les monnaies sont différentes?

Comme des régions de tailles différentes génèrent des PIB régionaux de tailles différentes, une véritable comparaison ne devient possible que si le PIB régional est rapporté à la population de la région concernée. À cet égard, la différence entre le lieu de résidence et le lieu de travail est significative. Le PIB mesure en effet les prestations économiques réalisées dans les limites d'une région ou d'un pays, indépendamment de la question de savoir si ces prestations ont été réalisées par des salariés vivant ou non dans cette région ou ce pays. De ce fait, l'emploi de l'indicateur «PIB par habitant» ne pose vraiment aucun problème si tous les salariés qui sont associés à la production de ce PIB ont aussi dans le même temps leur domicile dans cette région.

Dans des centres économiques comme Londres ou Luxembourg, en particulier, mais aussi à Hambourg, Prague ou Vienne, une forte proportion de «navetteurs» peut conduire à un PIB régional très élevé par habitant, tandis que celui affiché dans les régions environnantes est relativement faible, bien que le revenu des ménages y soit très élevé. Il ne faut donc pas confondre le PIB régional par habitant avec le revenu régional.

Le PIB régional est calculé dans la monnaie du pays concerné. Pour permettre une comparaison du PIB entre pays, cet indicateur est converti en euros au cours moyen officiel de l'année civile concernée. Toutefois, comme les taux de change ne reflètent pas toutes les différences de niveau de prix entre les pays, il faut opérer une compensation en appliquant des taux de conversion monétaire, appelé «parités de pouvoir d'achat» (PPA), qui permettent d'exprimer le PIB en une unité monétaire commune fictive, qualifiée de «standard de pouvoir d'achat» (SPA), et de comparer ainsi le pouvoir d'achat des différentes monnaies nationales (voir les notes méthodologiques à la fin du présent chapitre).

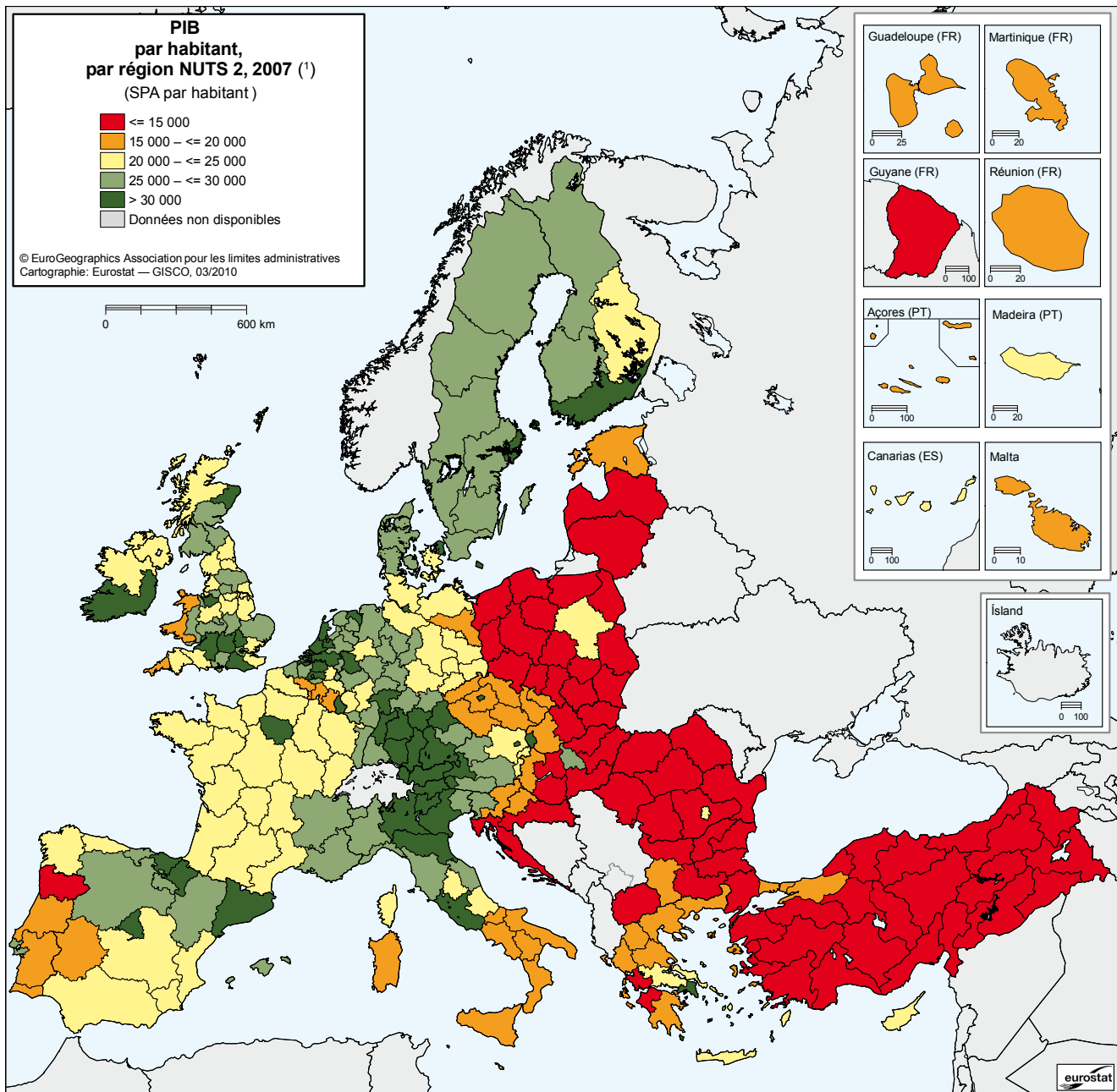
Le PIB régional en 2007

Les cartes 4.1 et 4.2 donnent un aperçu de la répartition régionale du PIB par habitant (en SPA et en pourcentage de la moyenne pour l'EU-27 de 24 900 SPA) pour l'Union européenne et la Croatie, ainsi que pour l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie qui, après une longue interruption, a de nouveau communiqué des données (pour les années de référence 2004-2006) conformément au programme de transmission du système européen des comptes (SEC). Les régions présentant le PIB le plus élevé par habitant se trouvent dans le sud de l'Allemagne et du Royaume-Uni, dans le nord de l'Italie, en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Autriche, en Irlande et en Scandinavie. S'y ajoutent les régions-capitales de Madrid, Paris et Prague. Les régions économiquement les plus faibles se concentrent à la périphérie sud, ouest et sud-ouest de l'Union, ainsi que dans l'est de l'Allemagne, dans les nouveaux États membres, en Croatie, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et en Turquie.

À l'intérieur de l'EU-27, l'écart observé par rapport à la moyenne par habitant de l'EU-27 va de 26 % (6 400 SPA) dans la région Severozapaden en Bulgarie à 334 % (83 200 SPA) dans la région de la capitale britannique (Inner London); le facteur séparant les deux extrêmes de la répartition atteint de ce fait 13,1. Le Luxembourg, avec 275 % (68 500 SPA), et Bruxelles, avec 221 % (55 000 SPA), se placent respectivement aux 2^e et 3^e rangs du classement, suivis par Hambourg, avec 192 % (47 800 SPA), et Prague, avec 172 % (42 800 SPA), aux 4^e et 5^e rangs.

Parmi les nouveaux États membres, Prague (République tchèque) reste de loin la région qui affiche le PIB par habitant le plus élevé, suivie de Bratislavský kraj (Slovaquie) qui, avec 160 % (39 900 SPA), occupe la 12^e place au sein des 271 régions NUTS 2 de l'EU-27. Ces deux régions doivent toutefois être considérées comme des exceptions. Dans le classement, toutes les autres régions des pays qui ont adhéré à l'Union en 2004 se trouvent en effet à bonne distance: Zahodna Slovenija (Slovénie) occupe le 94^e rang avec 107 % (26 600 SPA), Közép-Magyarország (Hongrie) le 111^e rang avec 103 % (25 600 SPA) et Chypre le 146^e rang avec 94 % (23 300 SPA). Abstraction faite de quatre autres régions (București – Ilfov en Roumanie, Mazowieckie en Pologne, Malte et Střední Čechy), le PIB par habitant exprimé

Carte 4.1: PIB par habitant, par région NUTS 2, 2007 ⁽¹⁾
(SPA par habitant)

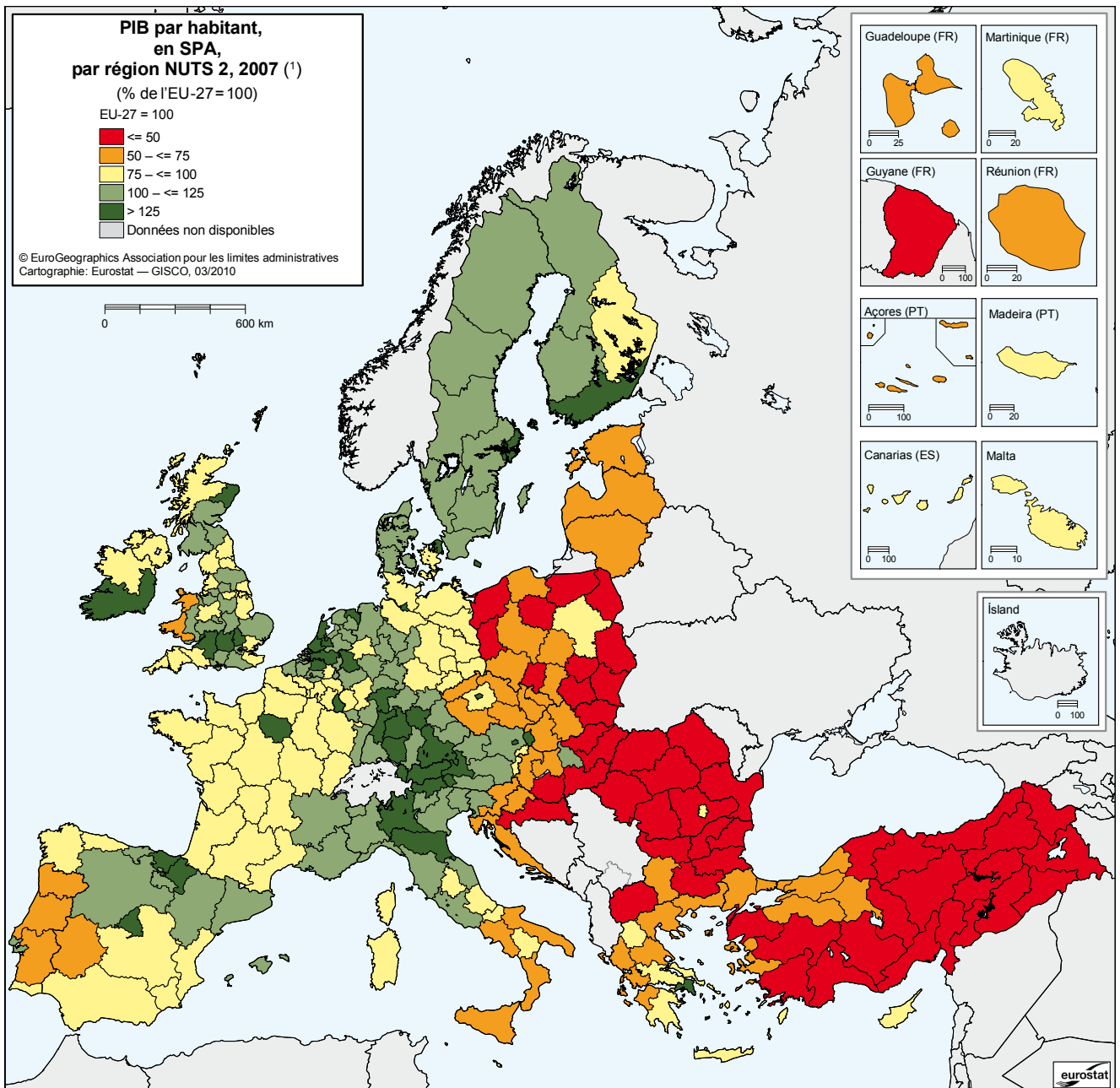


⁽¹⁾ Turquie, 2006.

Source: Eurostat ([tgs00005](#)).



Carte 4.2: PIB par habitant, en SPA, par région NUTS 2, 2007 ⁽¹⁾
(% de l'EU-27 = 100)



⁽¹⁾ Turquie, 2006.

Source: Eurostat ([reg_e2gdp](#)).



en SPA atteint dans toutes les autres régions des nouveaux États membres est inférieur à 75 % de la moyenne de l'EU-27.

La carte 4.2, qui classe les 271 régions de l'UE en fonction de leur PIB par habitant (en SPA) par rapport à la moyenne de 24 900 SPA par habitant pour l'EU-27, fait apparaître le tableau suivant: en 2007, 67 régions présentaient un PIB inférieur à 75 % de la moyenne de l'EU-27; dans ces 67 régions résidait 24,4 % de la population de l'UE, dont trois quarts environ dans les nouveaux États membres et un bon quart dans les pays de l'EU-15.

Au sommet de l'échelle, 41 régions affichent un PIB par habitant supérieur à 125 % de la moyenne de l'EU-27. 20,6 % de la population vit dans ces régions. Une nette majorité de la population européenne (55 %) vit dans les régions dont le PIB par habitant est compris entre 75 et 125 % de la moyenne de l'EU-27. 9,9 % de la population de l'UE vit dans les 28 régions dont le PIB par habitant est inférieur à 50 % de la moyenne de l'EU-27. Exception faite du département français d'outre-mer Guyane, toutes ces régions se trouvent dans les nouveaux États membres.

Parmi les 30 régions de niveau 2 dans les pays candidats, la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie, seules deux régions (à savoir Sjeverozapadna Hrvatska dans la région-capitale de la Croatie et İstanbul en Turquie) atteignent une valeur correspondant à presque trois quarts de la moyenne de l'EU-27. Neuf régions au total, qui abritent 41 % de la population de ces trois pays candidats, atteignent des valeurs supérieures à 50 % de la moyenne de l'EU-27. Les régions qui, au sein des 30 pays examinés au total, affichent le PIB par habitant le plus faible se trouvent aux confins orientaux de la Turquie, à savoir la région de Van (15 % de la moyenne de l'EU-27) et celle d'Ağrı (18,2 %). Ces pourcentages sont inférieurs d'environ un tiers au niveau de la région de l'UE la moins prospère, Severozapaden en Bulgarie.

Fortes disparités régionales à l'intérieur même des pays

Comme illustré par le graphique 4.1, il existe des différences considérables entre les régions à l'intérieur même des pays. Dans 14 des 23 pays étudiés qui comptent plusieurs régions NUTS 2, la valeur la plus élevée du PIB par habitant en 2007 représentait plus du double de la valeur la plus faible. Tandis que 7 des 9 nouveaux États membres et pays candidats appartiennent à ce groupe, seuls 7 des 14 États membres de l'EU-15 sont concernés.

Les différences régionales les plus marquées se trouvent en Turquie, qui affiche un facteur de 4,9 entre les deux valeurs extrêmes, ainsi qu'au Royaume-Uni et en Slovaquie, avec un facteur de respectivement 4,6 et 3,5. Les valeurs les plus faibles sont relevées en Slovénie et en Suède, avec un facteur respectif de 1,5, ainsi qu'aux Pays-Bas avec 1,6. Des divergences régionales modérées du PIB par habitant (c'est-à-dire des facteurs inférieurs à 2 entre la valeur la plus élevée et la plus faible) ne s'observent que dans les États membres de l'EU-15, à l'exception de la Slovénie et de la Croatie.

Dans tous les nouveaux États membres, en Croatie et dans un certain nombre d'États membres de l'EU-15, des pans importants de l'activité économique se concentrent dans les régions-capitales. De ce fait, la région de la capitale de 18 des 23 pays observés comptant plusieurs régions NUTS 2 est également la région avec le plus haut PIB par habitant. Les cartes 4.1 et 4.2 montrent par exemple clairement la situation de premier plan des régions autour de Bruxelles, de Sofia, de Prague, d'Athènes, de Madrid, de Paris et de Lisbonne, ainsi qu'autour de Budapest, de Bratislava, de Londres, de Varsovie et de Bucarest.

Une comparaison des écarts entre 2000 et 2007 montre cependant que l'évolution des pays de l'EU-15 se distingue fortement de celle des nouveaux États membres. Tandis que les écarts entre les valeurs extrêmes des régions situées dans les nouveaux États membres et en Croatie se sont en partie sensiblement accentués, ils ont par contre diminué dans la moitié des pays de l'EU-15.

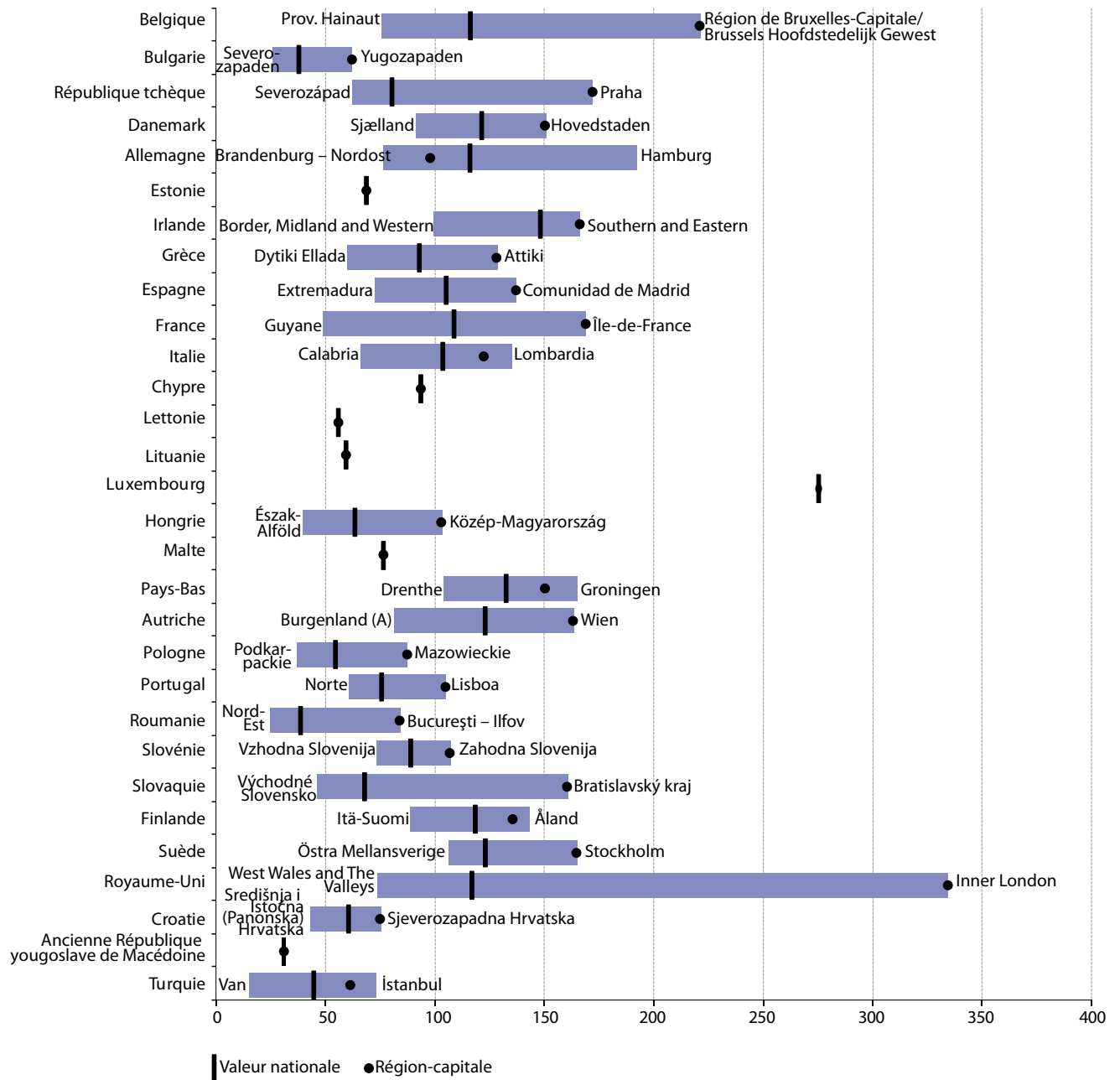
Processus de rattrapage dynamique — à la périphérie

La carte 4.3 montre l'ampleur de l'évolution du PIB par habitant entre 2000 et 2007 par rapport à la moyenne de l'EU-27 (exprimée en points de pourcentage de cette moyenne). Vues sous l'angle de leur économie, les régions dynamiques, dont le PIB par habitant a augmenté de plus de 3 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'Union, y figurent en vert. En revanche, les régions peu dynamiques (dont le recul relatif du PIB par habitant par rapport à la moyenne de l'EU-27 est supérieur à 3 points de pourcentage) apparaissent en orange et en rouge. L'écart varie de + 52 points de pourcentage pour Bratislavský kraj (Slovaquie) à - 35 points pour Bruxelles en Belgique.

Cette carte fait apparaître un dynamisme économique nettement supérieur à la moyenne



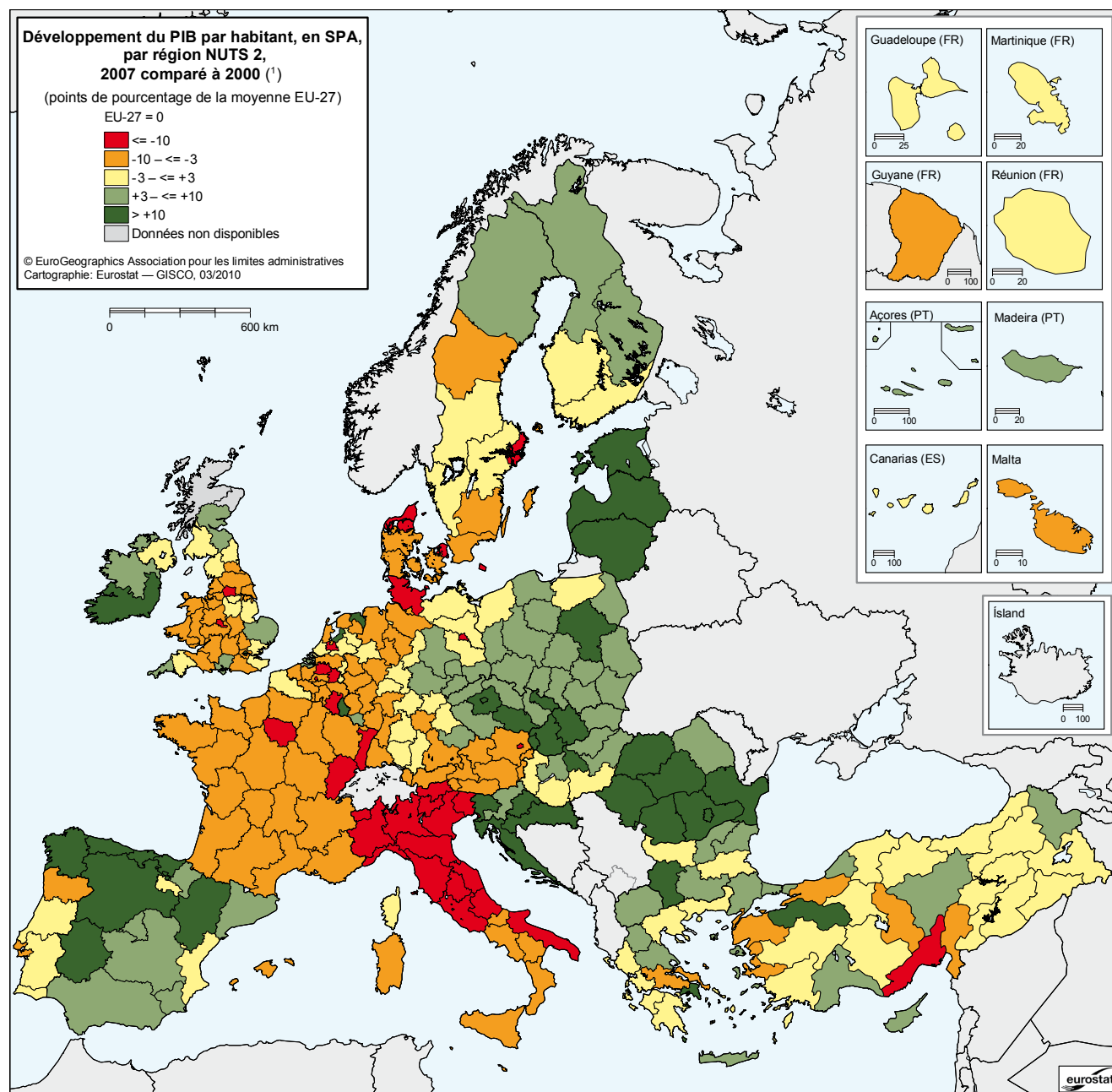
Graphique 4.1: PIB par habitant, en SPA, par région NUTS 2, 2007 (1)
(% de la moyenne EU-27, EU-27 = 100)



(1) Turquie, 2006.

Source: Eurostat (tgs00006).

Carte 4.3: Développement du PIB par habitant, en SPA, par région NUTS 2, 2007 comparé à 2000 ⁽¹⁾
(points de pourcentage de la moyenne EU-27)



⁽¹⁾ Danemark, estimation d'Eurostat; Turquie, 2006 comparé à 2000; Croatie, 2007 comparé à 2001.

Source: Eurostat ([reg_e2gdp](#)).



dans les régions périphériques de l'ouest, de l'est et du nord de l'Union, tant dans les pays de l'EU-15 que dans les nouveaux États membres, ainsi qu'en Croatie et dans quelques régions de la Turquie.

Parmi les pays de l'EU-15, on remarque notamment de puissants processus de croissance en Espagne et en Irlande, ainsi que dans quelques régions de la Grèce et du Royaume-Uni, de la Finlande et de la Suède, tandis que, par ailleurs, une tendance observée déjà depuis plusieurs années se poursuit, à savoir une faiblesse persistante de la croissance dans certains pays de l'EU-15. Sont plus particulièrement concernées l'Italie, la Belgique et l'Autriche, où aucune région n'a atteint la croissance moyenne de l'EU-27 au cours des sept années de la période 2000-2007. En France, à l'exception de la Guadeloupe et de la Martinique, toutes les régions ont régressé au regard de la moyenne européenne, et c'est également le cas en Allemagne pour près de deux tiers des régions. Au Portugal, seules Alentejo et les îles ont réussi à dépasser la moyenne de l'UE.

Dans les nouveaux États membres (abstraction faite des régions-capitales qui sont en général dynamiques), une croissance sensiblement supérieure à la moyenne peut être constatée en particulier dans les pays baltes, en Roumanie, en République tchèque, en Slovaquie ainsi que dans la plupart des régions polonaises. Par ailleurs, la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la majorité des régions turques affichent, elles aussi, au cours de cette période septennale un taux de croissance économique supérieur à la moyenne.

Une analyse plus précise des régions particulièrement dynamiques montre que 36 d'entre elles, dont 20 dans les nouveaux États membres, se sont hissées à plus de 10 points de pourcentage au-dessus de la moyenne de l'Union.

Bien que les dix régions où la croissance est la plus rapide soient dispersées sur neuf États membres, il ressort cependant que ce sont les régions-capitales qui, tant dans les pays de l'EU-15 que dans les nouveaux États membres, continuent à faire preuve d'un dynamisme nettement supérieur à la moyenne. En dehors de ces régions-capitales, la région de l'UE qui a connu la croissance la plus forte est celle de Vest (Roumanie), dont le PIB par habitant (en SPA) a augmenté de 21,4 points de pourcentage entre 2000 et 2007, par rapport à la moyenne de l'EU-27.

Au bas de l'échelle, on remarque en revanche une concentration marquée de quelques États

membres: sur les 31 régions qui ont perdu plus de 10 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'EU-27, 15 sont situées en Italie, 4 en Belgique et 3 en France.

L'image qui ressort d'une analyse plus précise des nouveaux États membres est encourageante avec seulement trois régions ayant perdu du terrain par rapport à la moyenne de l'EU-27 entre 2000 et 2007, à savoir: Malte (- 7,2 points de pourcentage), Nyugat-Dunántúl en Hongrie (- 1,3 point) et Zachodniopomorskie en Pologne (- 0,2 point).

En Turquie, par contre, l'évolution (situation en 2006 comparée à 2000) a été relativement hétérogène. Comme on pouvait s'y attendre, le processus de rattrapage a été particulièrement dynamique dans certaines régions de l'ouest du pays (notamment à Istanbul et Bursa), mais une croissance supérieure à la moyenne caractérise également certaines régions à l'intérieur et à l'est, comme Kayseri et Ağrı, par exemple. En revanche, d'autres régions ont accusé un recul en partie considérable, dont celle d'Andana, en particulier, sur la côte orientale de la Méditerranée.

L'ampleur du processus de rattrapage qui s'observe dans les nouveaux États membres pour la période 2000-2007 se chiffre à quelque 1,5 point de pourcentage de la moyenne de l'EU-27 par an; c'est là une accélération considérable par rapport aux années 90. Le PIB par habitant (en SPA) de ces 12 pays est ainsi passé de 45 % de la moyenne de l'EU-27 en 2001 à 56 % en 2007. La gravité de la crise économique des années 2008 et 2009 justifie certes la crainte d'une décélération de ce rythme vers la fin de la présente décennie, mais les premiers chiffres disponibles dans certains États membres pour cette période 2008-2009 laissent néanmoins penser que la récession dans les régions et zones rurales en retard a été moins accusée que dans les régions caractérisées par un haut PIB par habitant ou une économie fortement dépendante des exportations.

Développement hétérogène au sein même des pays

Une analyse plus approfondie de l'évolution au sein des divers pays pour la période 2000-2007 montre que le développement économique à l'intérieur d'un même pays peut également varier fortement d'une région à l'autre.

Les différences les plus marquées apparaissent en Slovaquie, en Grèce, en République tchèque et en Belgique, où les écarts (mesurés en

fonction du PIB par habitant) entre la région la plus dynamique et celle dont la croissance a été la plus lente atteignent quelque 30 points de pourcentage de la moyenne de l'EU-27. Au pied de l'échelle se trouvent la Slovénie et le Danemark avec un écart entre régions de 6 à 8 points de pourcentage. La différence entre la valeur la plus élevée et la plus faible dans les 26 régions de la Turquie atteint 27 points de pourcentage et se situe ainsi dans le quintile supérieur des États membres.

Tant dans les nouveaux États membres que dans les pays de l'EU-15, la forte divergence de développement entre régions s'explique surtout par le dynamisme de la croissance des régions-capitales. Toutefois, ainsi que le montrent notamment les chiffres de la Pologne et de la Croatie, les données disponibles ne fournissent aucun fondement à l'hypothèse selon laquelle de telles disparités dans la croissance sont caractéristiques des nouveaux États membres ou des pays candidats à l'adhésion.

Les données disponibles montrent en outre que, dans 12 États membres, même les régions les moins dynamiques ont connu une croissance supérieure à la moyenne de l'EU-27. Or, que cela ait été le cas dans chacun des 7 nouveaux États membres avec au moins deux régions NUTS 2 peut être considéré comme un résultat encourageant. La même tendance positive est constatée en Croatie et en Turquie.

La convergence fait des progrès

La présente section étudie si la convergence entre les régions de l'EU-27 a progressé au cours de la période septennale de 2000 à 2007. Sur la base des indicateurs transmis par les instituts statistiques nationaux à Eurostat, différentes méthodes permettent de déterminer la convergence du PIB régional par habitant (en SPA).

La démarche la plus simple consiste à définir l'intervalle entre la valeur la plus élevée et la plus faible. On constate alors que cette valeur a fléchi d'un facteur de 17,7 en 2000 à 13,1 en 2007, un recul sensible qui s'explique principalement par l'accélération du développement économique de la Bulgarie et de la Roumanie. Toutefois, comme cette démarche ne prend en compte que les valeurs extrêmes de la répartition, elle n'illustre manifestement pas une grande partie des décalages entre les régions.

Une appréciation beaucoup plus précise de la convergence régionale est possible en utilisant les

valeurs de disparité du PIB régional qu'Eurostat calcule et met à disposition depuis 2007 pour l'EU-27 et la Croatie (pour plus de détails sur la méthode, il est renvoyé aux notes méthodologiques à la fin du présent chapitre). Dans ce contexte, les calculs d'Eurostat tiennent en effet également compte pour chaque pays des divergences caractérisant toutes les régions NUTS 2 par rapport à la moyenne nationale respective, en les pondérant en fonction de la population de la région. De la situation ainsi représentée au tableau 4.1, qui illustre le tracé suivi par la disparité au cours des années 2000 à 2007, et du graphique 4.1, qui fournit une comparaison entre les valeurs de l'année 2000 et celles de 2007, il ressort tout d'abord une tendance à la baisse, c'est-à-dire un recul de la disparité régionale pour l'ensemble de l'EU-27. Toutefois, si l'on considère ensuite l'évolution dans les différents pays, on remarque des différences nettes entre certains groupes d'États membres. La majorité des pays de l'EU-15 affichent tout d'abord une disparité plus faible que les nouveaux États membres. En outre, les valeurs dans les pays de l'EU-15 diminuent en général, tandis qu'elles connaissent, en partie, une forte augmentation dans les nouveaux États membres. De ce fait, il s'avère que le processus de rattrapage économique dans les nouveaux États membres est allé de pair avec une augmentation des disparités régionales.

L'approche qui, toutefois, est la plus utilisée actuellement consiste à répartir les régions en catégories en fonction de leur PIB par habitant (en SPA). Cette méthode permet de constater quelle est la proportion de la population de l'EU-27 qui vit dans des régions plus ou moins prospères et comment cette proportion a évolué au fil du temps. Pour ce faire, on utilise en général les valeurs moyennes d'une période de trois ans. Ces moyennes triennales du PIB par habitant ont une importance toute particulière, car ce sont elles qui seront prises en compte pour décider quelles régions bénéficieront d'un financement des Fonds structurels de l'Union.

Le tableau 4.2 montre que la convergence économique entre les régions a sensiblement progressé entre les périodes triennales de 1998 à 2000 et 2005 à 2007: ainsi, la part de la population qui réside dans des régions où le PIB par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne de l'EU-27 a reculé de 27,2 à 24,5 points de pourcentage. Dans le même temps, la part de la population résidant dans des régions avec un PIB supérieur à 125 % de la moyenne s'est réduite de 24,5 à 20,4 %. À la suite des décalages qui se sont opérés au sommet et au pied de l'échelle, la part de la population située à mi-chemin (PIB par habitant de 75 à 125 %) a



Tableau 4.1: Dispersion du PIB, 2000-2007 ⁽¹⁾
(par habitant)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
EU-27	32,7	31,8	31,0	30,4	29,6	29,5	29,0	28,3
Belgique	25,5	25,6	25,6	25,2	25,3	25,7	24,9	24,5
Bulgarie	17,6	20,6	24,4	23,6	25,2	26,4	31,1	35,4
République tchèque	22,7	24,3	24,8	24,9	24,2	25,1	25,4	26,5
Danemark	15,0	:	:	:	:	16,2	14,9	14,4
Allemagne	17,6	17,9	17,9	17,8	17,5	17,2	17,1	17,0
Estonie	—	—	—	—	—	—	—	—
Irlande	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	20,6	21,8	24,2	25,4	26,4	26,0	24,9	27,8
Espagne	20,5	20,3	19,8	19,1	18,8	18,4	18,4	18,4
France	20,9	20,5	20,5	20,7	19,9	20,3	20,0	20,4
Italie	24,7	24,3	24,2	24,3	24,2	23,9	23,6	23,7
Chypre	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettonie	—	—	—	—	—	—	—	—
Lituanie	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—
Hongrie	32,4	33,4	36,0	34,5	34,1	35,9	37,8	36,9
Malte	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	10,9	10,9	11,2	11,0	11,3	11,9	11,5	10,6
Autriche	18,1	18,4	18,7	18,0	16,8	16,6	16,4	16,0
Pologne	17,6	18,2	18,1	18,3	18,7	19,4	19,6	19,9
Portugal	22,8	22,1	22,8	22,8	23,0	23,3	22,7	22,1
Roumanie	25,3	22,8	23,3	23,7	23,0	27,0	27,5	28,5
Slovénie	—	—	—	—	—	—	—	—
Slovaquie	26,5	27,3	28,2	27,7	27,9	31,8	30,0	30,8
Finlande	17,6	17,5	16,8	15,4	15,7	15,4	15,9	15,1
Suède	15,7	14,8	15,3	14,8	15,6	16,4	14,9	14,4
Royaume-Uni	21,1	21,3	22,5	22,4	22,3	22,6	22,7	23,3
Croatie	:	17,8	18,0	18,3	17,6	19,2	19,0	18,6

(¹) Dispersion du PIB régional au niveau NUTS 2.

Source: Eurostat ([reg_e0digdp](#)).

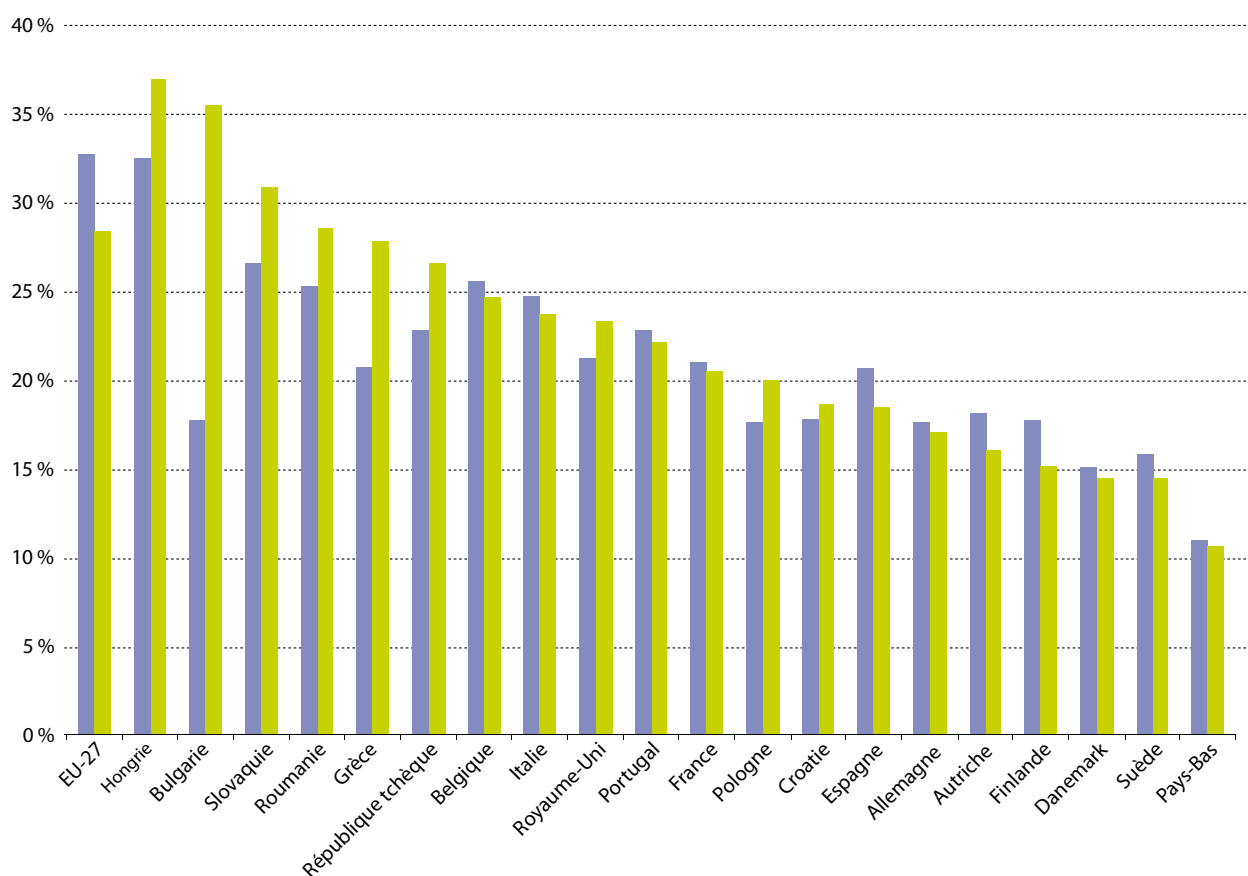
sensiblement augmenté, pour passer de 48,2 à 55,1 %. Cela correspond à une augmentation de plus de 34 millions d'habitants.

La carte 4.4 montre toutefois, lorsque l'on compare les moyennes triennales des périodes 1998-2000 et 2005-2007, que malgré les progrès globalement sensibles de la convergence, seules cinq régions respectivement situées dans cinq pays, en Espagne, en France, en Pologne, en Roumanie et au Royaume-Uni, ont franchi la barre des 75 %. Dans ces régions vivent près de

16 millions de citoyens, soit 3,2 % environ de la population de l'UE. Dans le même temps, le PIB est, par contre, retombé en deçà de la limite des 75 % dans deux régions en Grèce et dans deux autres en Italie, qui conjointement totalisent 6,8 millions d'habitants, soit environ 1,4 % de la population de l'Union. Un rapprochement de ces deux phénomènes fait alors apparaître qu'à la suite de la croissance économique intervenue entre les deux périodes triennales 1998-2000 et 2005-2007, le nombre de personnes résidant dans des régions ayant un PIB supérieur à 75 % de la



Graphique 4.2: Dispersion du PIB régional par habitant, en SPA, NUTS niveau 2, 2000 et 2007 ⁽¹⁾
(%)



⁽¹⁾ La dispersion régionale n'est pas applicable pour l'Estonie, l'Irlande, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte et Slovaquie; Croatie, 2001 et 2007.

Source: Eurostat ([reg_e0digdp](#)).

Tableau 4.2: Pourcentage de la population résidant dans des régions économiquement fortes ou faibles

Pourcentage de la population de l'EU-27 résidant dans des régions dont le PIB par habitant est	1998-2000	2005-2007
> 125 % de l'EU-27 = 100	24,5	20,4
> 110 à 125 % de l'EU-27 = 100	17,2	16,6
> 90 à 110 % de l'EU-27 = 100	20,1	25,0
> 75 à 90 % de l'EU-27 = 100	10,9	13,5
Inférieur à 75 % de l'EU-27 = 100	27,2	24,5
Inférieur à 50 % de l'EU-27 = 100	15,2	10,7

Source: Eurostat ([tgs00005](#)).



moyenne a connu un plus de quelque 9 millions d'habitants.

Ces résultats concernant la limite de 75 % laissent penser que les régions économiquement les plus faibles n'ont guère profité des progrès de la convergence dans l'Union pendant la première moitié de cette décennie.

Une analyse plus précise montre cependant que de nombreuses régions avec un PIB inférieur à 75 % de la moyenne de l'EU-27 ont accompli des progrès considérables. Ainsi, le nombre de personnes vivant dans des régions avec un PIB inférieur à 50 % de la valeur moyenne a diminué de près d'un quart entre les deux périodes triennales 1998-2000 et 2005-2007, en tombant de 15,2 à 10,7 %, soit une baisse de plus de 20 millions d'habitants.

Un examen, sur la base de la situation enregistrée au cours de la période 1998-2000, des 20 régions qui s'avéraient être les plus faibles du point de vue économique, et où vivaient 8,4 % de la population de l'UE à l'époque, révèle en outre que ce groupe a aussi progressé: entre les deux périodes triennales précitées (1998-2000 et 2005-2007), le PIB par habitant y est passé de 28 à 36,1 % de la moyenne de l'EU-27; cela illustre tout particulièrement l'effet du processus de rattrapage vigoureux qui s'est amorcé en Bulgarie et en Roumanie.

Conclusion

Avec un facteur de variation de 13,1, le PIB par habitant (en SPA) affiche, en 2007, pour les 271 régions NUTS 2 considérées dans l'EU-27, des écarts encore très prononcés, mais en diminution à moyen terme. Parmi les 30 régions de niveau 2 dans les pays candidats, la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie, seules deux régions atteignent une valeur proche des trois quarts de la moyenne de l'EU-27. Dans les 30 pays étudiés au total, les régions qui affichent le PIB par habitant le plus faible se trouvent aux confins orientaux de la Turquie, à savoir la région de Van (15 % de la moyenne de l'EU-27) et celle d'Ağrı (18,2 %). Ces pourcentages se situent à raison d'un tiers environ en dessous du niveau de la région de l'UE la moins prospère, Severozapaden en Bulgarie.

À l'intérieur des différents pays, les écarts atteignent un facteur pouvant aller jusqu'à 4,9 en Turquie. Au sein de l'EU-27, les valeurs se situent

entre 4,6 et 1,5, les disparités régionales étant en général plus importantes dans les nouveaux États membres que dans les pays de l'EU-15.

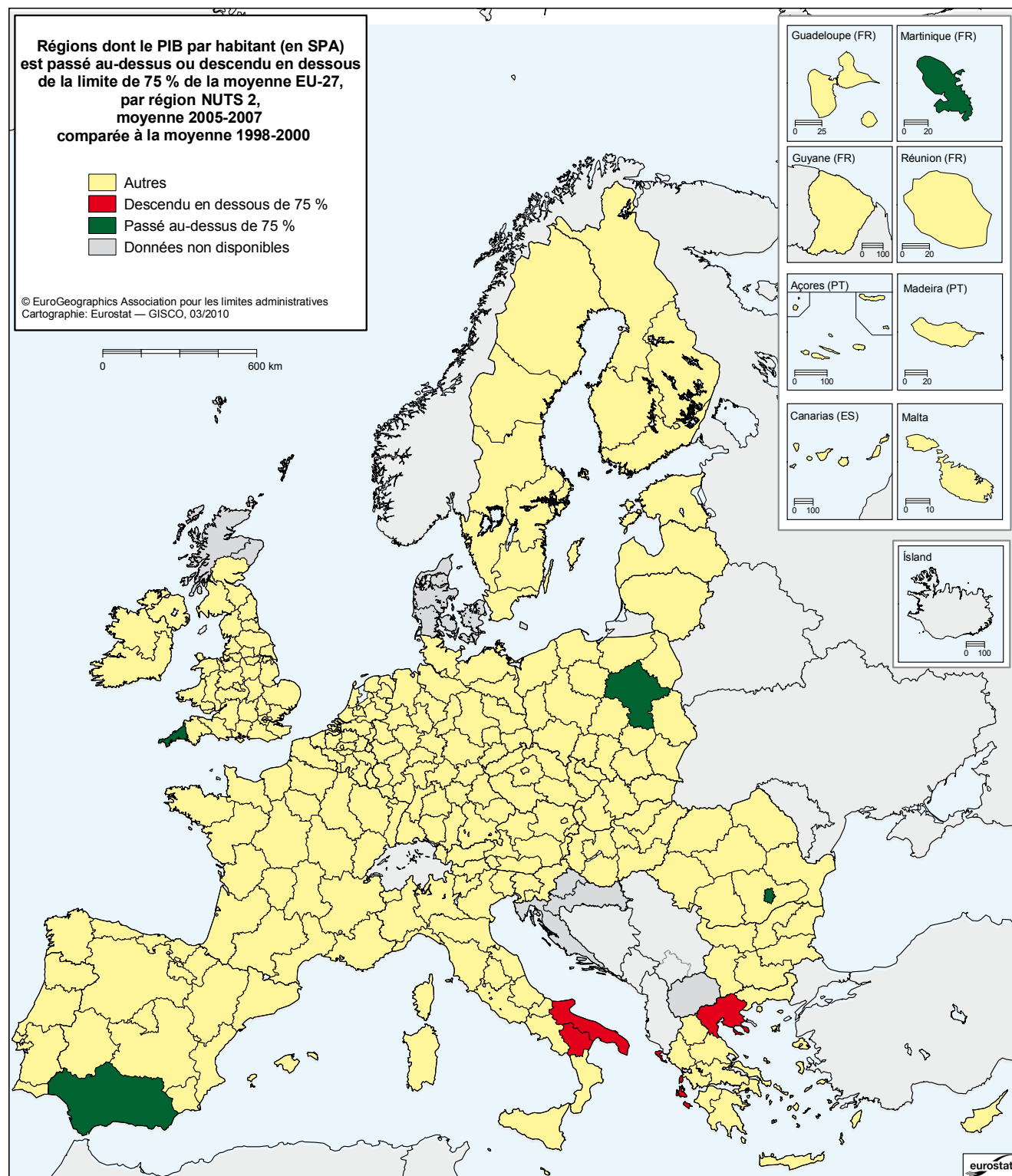
En 2007, un PIB inférieur à 75 % de la moyenne de l'EU-27 était affiché dans 67 régions où résidaient 24,4 % de la population européenne, à raison de près de trois quarts dans les nouveaux États membres et d'un bon quart dans les pays de l'EU-15. Si l'on pousse l'analyse en considérant ensuite la moyenne de la période triennale 2005-2007, dont l'importance est décisive pour la politique structurelle de l'Union européenne, on obtient des valeurs très similaires: 68 régions comptant 24,5 % de la population se situent sous la barre des 75 % de la moyenne de l'EU-27.

Si l'on considère l'évolution au cours de la période septennale 2000-2007, on est frappé, dans le cas des pays de l'EU-15, par le dynamisme de la croissance en Grèce, en Espagne, en Irlande et dans certaines régions du Royaume-Uni, de la Finlande et de la Suède. En revanche, on note une évolution économique relativement défavorable dans la plupart des régions de la Belgique, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du Portugal.

Dans les nouveaux États membres, une croissance nettement supérieure à la moyenne s'observe avant tout dans les pays baltes, en Roumanie, en République tchèque, en Slovaquie et dans la plupart des régions polonaises. La même constatation vaut pour la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la majorité des régions turques.

L'ampleur du processus de rattrapage qui s'observe dans les nouveaux États membres pour la période 2000-2007 se chiffre à quelque 1,5 point de pourcentage de la moyenne de l'EU-27 par an; c'est là une accélération considérable par rapport aux années 90. Le PIB par habitant (en SPA) de ces 12 pays est ainsi passé de 45 % de la moyenne de l'EU-27 en 2000 à 56 % en 2007. La gravité de la crise économique des années 2008 et 2009 justifie certes la crainte d'une décélération de ce rythme vers la fin de la présente décennie, mais les premiers chiffres disponibles dans certains États membres pour cette période 2008 et 2009 laissent néanmoins penser que la récession dans les régions et zones rurales en retard a été moins accusée que dans les régions caractérisées par un haut PIB par habitant ou une économie fortement dépendante des exportations.

Carte 4.4: Régions dont le PIB par habitant (en SPA) est passé au-dessus ou descendu en dessous de la limite de 75 % de la moyenne EU-27, par région NUTS 2, moyenne 2005-2007 comparée à la moyenne 1998-2000



Source: Eurostat (reg_e2gdp).



Notes méthodologiques

Parités de pouvoir d'achat et comparaisons internationales du volume

Les différences entre les valeurs du PIB des divers pays, même après conversion dans une monnaie commune au moyen des cours des changes, ne portent pas seulement sur des volumes différents de biens et de services. Le facteur «niveau de prix» joue lui aussi un rôle important. Les cours des changes sont définis par de nombreux facteurs qui influencent l'offre et la demande sur les marchés des devises, par exemple le commerce international, les anticipations inflationnistes et les différences de taux d'intérêt. De ce fait, la conversion au moyen des taux de change dans des comparaisons d'un pays à l'autre n'est pertinente que dans une mesure limitée. Pour une comparaison plus précise, il est nécessaire d'utiliser des facteurs de conversion spéciaux pour compenser les différences de niveau de prix entre les pays. Les parités de pouvoir d'achat (PPA) font partie de ces facteurs qui convertissent des indicateurs économiques exprimés dans des monnaies nationales en une monnaie commune fictive, appelée «standard de pouvoir d'achat» (SPA). Les PPA sont donc utilisées pour convertir le PIB et d'autres agrégats économiques (par exemple les dépenses de consommation pour certains groupes de produits) de différents pays en volumes de dépenses comparables qui sont ensuite exprimés en unités SPA.

L'introduction de l'euro a, pour la première fois, rendu possibles des comparaisons directes de prix entre les pays de la zone euro. Dans les divers pays à l'intérieur de cette zone, l'euro a cependant un pouvoir d'achat différent qui dépend du niveau national des prix. Pour calculer des agrégats purs de volume en SPA, il faut donc continuer à calculer des PPA même pour les États membres qui appartiennent à la zone euro.

Sous leur forme la plus simple, les PPA représentent le rapport entre les prix exprimés dans la monnaie nationale pour un même bien ou service dans différents pays (par exemple, un pain coûte 2,30 EUR en France, 1,90 EUR en Allemagne ou 2,40 livres au Royaume-Uni, etc.). Pour les enquêtes de prix, on utilise un panier de différents produits et services qui sont choisis de manière à représenter l'ensemble de la gamme des biens et prestations de services et à prendre en compte les structures de consommation des différents pays. La simple situation en matière de prix sur le plan des produits est ensuite agrégée aux PPA pour des groupes de produits, puis pour l'ensemble de la consommation et, enfin, pour le PIB. Pour établir une valeur de référence pour la procédure de calcul des PPA, un pays sert généralement de base et représente 1. Pour l'Union européenne, le choix d'un seul pays comme base ne convient pas. Par conséquent, dans l'Union, le SPA est utilisé comme unité monétaire de référence commune fictive pour représenter le volume des agrégats économiques dans la comparaison en valeurs réelles pour la zone.

Malheureusement, le calcul de facteurs de conversion régionaux dans un avenir proche n'est pas possible pour des motifs financiers. Si de telles PPA régionales étaient disponibles, le PIB en SPA pour de nombreuses régions périphériques et rurales de l'Union serait plus élevé que si des PPA nationales étaient utilisées.

Un classement des régions peut se modifier si l'on calcule en SPA au lieu de calculer en euros. Ainsi, par exemple, en 2007, la région suédoise d'Östra Mellansverige se classe, avec un PIB par habitant de 31 300 EUR, devant la région espagnole de Madrid, qui affiche 30 600 EUR. En SPA, cependant, Madrid se situe avec 34 100 SPA par habitant devant Östra Mellansverige, avec 26 500 SPA par habitant.

Du point de vue de la répartition du PIB, l'utilisation de SPA au lieu d'euros aboutit à un lissage, car les pays avec un PIB par habitant très élevé affichent en règle générale aussi un niveau de prix relativement élevé. L'écart pour le PIB par habitant des régions NUTS 2 dans l'EU-27 tombe ainsi de quelque 93 400 en EUR à 76 900 en SPA.

Le PIB par habitant en SPA est la variable centrale pour l'établissement de l'éligibilité des régions NUTS 2 aux subventions dans le cadre de la politique structurelle de l'Union européenne.



Disparités régionales du PIB par habitant

Depuis 2007, Eurostat calcule un indicateur dérivé qui recouvre les divergences régionales du PIB par habitant par rapport à la moyenne nationale concernée et qui rend possibles les comparaisons entre pays.

Pour un pays donné, la disparité D du PIB régional des régions de niveaux 2 et 3 est définie comme la somme des variations absolues entre le PIB régional et le PIB national par habitant, pondérée par la proportion de population de la région et exprimée en pourcentage du PIB national par habitant:

$$D = 100 \frac{1}{Y} \sum_{i=1}^n | (y_i - Y) | (p_i / P)$$

où:

- y_i est le PIB régional par habitant de la région i
- Y est le PIB par habitant en moyenne nationale
- p_i est la population de la région i
- P est la population du pays
- n est le nombre de régions du pays

La valeur de la disparité du PIB par habitant est égale à zéro si les valeurs du PIB régional dans toutes les régions du pays ou de l'espace économique (EU-27 ou zone euro) sont identiques, et elle traduit, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation si les divergences entre les valeurs du PIB régional par habitant augmentent d'une région à l'autre. Une valeur de 20 %, par exemple, signifie donc que le PIB de toutes les régions du pays considéré, pondéré en fonction de la population des régions, s'écarte en moyenne de 20 % de la valeur nationale.

La valeur pour l'EU-27 est calculée en traitant l'EU-27 comme un pays, c'est-à-dire qu'on ne tient respectivement compte que des régions de niveau 2 ou 3. Les valeurs se rapportant respectivement au niveau supérieur (NUTS 2, NUTS 1 ou nationales) ne sont donc pas intégrées dans les calculs pour éviter toute double prise en considération.

Les valeurs de disparité du PIB publiées sur le site internet d'Eurostat sont basées sur le PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA).